

Sauvons nos emplois...

L'argent existe :

Le PIB

(Richesses produites en France)

En 2008 : 1.951
milliards d'euros.

En 2011 : 1.995
milliards d'euros.

Les entreprises du
CAC 40 ont enregistré

73,8 milliards
d'euros de bénéfices
en 2011.

210 milliards
d'euros, de
dividendes versés par
les entreprises non
financières en 2010
contre seulement
182 milliards d'euros
d'investissement.



La CGT s'adresse à vous, en cette période de crise dont les salariés ne sont pas responsables, mais à qui, on demande de payer l'addition.

La crise actuelle n'est pas qu'une crise de la finance.

Le ralentissement économique engagé depuis plusieurs mois, qui nous mène tout droit vers la récession, provient également des choix gouvernementaux et patronaux. Des choix désastreux pour l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés.

La mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société, n'a fait qu'aggraver notre situation, que l'on soit salarié, retraité ou privés d'emploi.

Il faut combattre la spéculation,

Derrière les discours, il y a les actes... En cette période de campagne présidentielle et législative, tout est bon pour convaincre. N'avons-nous pas entendu qu'il faudrait « moraliser le capitalisme », ou « revaloriser le travail », pour la CGT, cela se traduit par « favoriser les actionnaires et les plus riches ».

La CGT propose :

- 1) De mettre en place rapidement, un véritable dispositif pour financer l'emploi.(autre, que les mesures inefficaces, établies jusqu'alors, mesures d'exonérations des entreprises (172 milliards), qui ne servent qu'à renflouer les caisses du patronat et des actionnaires).
- 2) D'investir pour une véritable politique industrielle en développant, les services publics.

La défense de l'industrie Française est redevenue un thème majeur de la campagne présidentielle.

La quasi -totalité des candidats multiplie les déclarations sur le thème : «Il ne peut pas y avoir de développement économique sans une industrie forte».

D'autres choix existent, la CGT propose :

- ▶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700€).
- ▶ Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- ▶ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- ▶ Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- ▶ Stopper les suppressions d'emplois.
- ▶ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- ▶ Réformer la fiscalité en profondeur.
- ▶ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif.
- ▶ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- ▶ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Pour imposer ces choix

Rien ne se fera, sans la mobilisation des salariés...

Tous sur le pont pour défendre l'emploi industriel.



Tout le monde s'agite, mais les questions demeurent.

Les promesses électorales ne manquent pas, après ce saccage de l'outil industriel : **300.000** emplois perdus, pendant le quinquennat de Sarkozy et des centaines d'entreprises qui ont mis la clé sous la porte.

Depuis 2008, nous avons été confrontés, en Seine Maritime, à des plans sociaux ou à des fermetures d'entreprises : Plastic-Omnium, Faurecia, Sonas, Morault, Autoliv, Emt, NpcLear, Johnson-Controls, Rexel, Gevelot, Novacel, Timken, Gardy, Sika, Techni Bureau, Ici Paints, Isotherma, Cooper, etc... L'avenir incertain chez Pétroplus, Total, Legrand Normandie, Paris Normandie, Renault Sandouville, Triage SNCF de Sotteville, la casse des services publics. **Tout ceci, doit nous faire réagir.**

La Seine maritime a des atouts pour développer l'industrie :

1^{ère} façade maritime de France, avec **2** grands ports maritimes : **Le Havre**, et **Rouen**. **3** ports de commerce avec Dieppe, Fécamp et le Tréport.

1^{er} département français pour le raffinage de pétrole et pour le secteur verrier, avec le flaconnage de luxe dans la vallée de la Bresle. La filière papetière y est également présente, l'automobile avec Renault, le secteur énergétique avec les centrales du Havre, Paluel et Penly, le secteur aéronautique et électronique, l'industrie linière et pharmaceutique. Des centaines de sous traitants, de pme/pmi, qui accompagnent nos industries.

98.000 salariés, grâce à leur savoir faire, contribuent à notre économie, en hissant notre département au **5^{ème}** rang français en terme de puissance économique, avec un PIB (*richesse produite*) de plus de **29 milliards**.

Nous devons réagir, ensemble...

Pour relancer l'industrie dans notre département de produits et de très nombreux biens d'équipements et de consommations qui sont aujourd'hui importés.

En participant le 22 mars, au MEETING

à 12h, devant l'usine **LEGRAND NORMANDIE** à MALAUNAY
Barbecue de solidarité avec les salariés en lutte de Seine Maritime.

L'argent existe :

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde.

140, il y a 25 ans.

1210, en 2011.

1226, en 2012.

Le montant de leur fortune : **3.516**

milliards d'euros.

En 2010, **182** milliards d'euros seulement sont allés à

l'investissement, dans les entreprises.

Dans le même temps, en France, **8,2** millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

700.000 emplois = 2 milliards d'euros dans les caisses pour le financement de notre protection sociale.